



Lettre de l'Observatoire – Janvier 2023 – Timbuktu Institute

MALI : ÉVOLUTIONS DE LA TRANSITION ET NOUVELLES DYNAMIQUES SOCIOPOLITIQUES ET SECURITAIRES AU NORD

TIMBUKTU INSTITUTE

African Center for Peace Studies
www.timbuktu-institute.org

TABLE DES MATIÈRES

<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>03</u>
<u>UN FRONT SOCIOPOLITIQUE BROUILLÉ ET BOUILLANT</u>	<u>04</u>
<u>REMOUS AU NORD, ENTRE MUTATIONS DJIHADISTES ET RECOMPOSITION DES FORCES</u>	<u>05</u>
<u>CONCURRENCES DJIHADISTES OU NOUVELLES LUTTES D'INFLUENCE ?</u>	<u>05</u>
<u>ENTRE IMBROGLIO AU NORD ET L'ÉQUATION WAGNER</u>	<u>06</u>
<u>QUID DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET DE L'AVENIR DE WAGNER ?</u>	<u>07</u>
<u>MUTATIONS AU NORD : FORCES EN PRÉSENCE ET AVENIR « COMPROMIS » DE L'ACCORD DE PAIX</u>	<u>07</u>
<u>REDISTRIBUTION INACHEVÉE DES CARTES POLITIQUES AU NORD</u>	<u>08</u>
<u>L'ALGÉRIE VEUT-ELLE SE PROTÉGER DES EFFETS DE LA CRISE QUI COUVE ?</u>	<u>09</u>

INTRODUCTION

L'année 2022 s'est caractérisée par la dégradation accélérée du contexte sociopolitique et sécuritaire au Mali. En plus des tensions avec la France, la CEDEAO, le G5 Sahel, le Niger et, dernièrement, la Côte d'Ivoire, la transition malienne fait face à beaucoup de turbulences internes ces derniers mois.

L'inflation et la hausse des prix des produits de première nécessité, le bras de fer avec les mouvements signataires de l'Accord de paix, les tensions avec la MINUSMA témoignent d'une stratégie qui n'aide pas à une normalisation des relations avec les pays de la sous-région et avec la communauté internationale.

La récente interdiction des ONG recevant un financement français, le musèlement des hommes politiques et une certaine instrumentalisation de la justice sont, entre autres, ***des signaux d'un climat tendu ne jouant pas en faveur d'un apaisement du climat sociopolitique***.

Les dernières sorties des mouvements signataires de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation¹, de l'Imam Dicko dénonçant certaines dérives, de Cherif Madani Haidara, ou encore de l'activiste « pro-junte » Ben le Cerveau de même que l'artiste Rasbath qui vont de mises en garde classiques à des fortes critiques, voire des menaces sont des signaux évidents d'un climat sociopolitique délétère.

De même, ***le retour mouvementé de l'Imam Dicko d'Arabie Saoudite juste après sa désignation comme membre permanent de la Ligue Islamique mondiale et au Comité des Ouléma n'augure pas de meilleures relations avec les autorités actuelles***.

Cette étude vient, d'abord, analyser le contexte sociopolitique assez tendu coïncidant avec de nombreux remous au Nord dans un contexte ***de mutation des mouvements djihadistes et de recomposition des forces***.

Elle s'intéressera, ensuite, à la manière dont ***les compétitions en cours entre mouvements terroristes attisent de nouvelles luttes d'influence*** rendant encore plus difficile la sécurisation du territoire et la résolution de l'équation Wagner pour les autorités de la transition.

Enfin, il sera question de la complexe ***recomposition des forces au Nord du Mali et de l'avenir d'un Accord d'Alger*** dont l'application effective ne semble, paradoxalement, pour l'heure, faire l'affaire d'aucune des parties prenantes.

¹ Voir la lettre de la CMA adressée au chef de file de la médiation, le 10/12/ 2022 et le communiqué du CSP-PSD du 20/12/2022 <https://www.mandeinfos.com/2022/12/23/mali-les-mouvements-independantistes-du-nord-suspendent-leur-participation-a-la-mise-en-oeuvre-de-laccord-de-paix/>

UN FRONT SOCIOPOLITIQUE BROUILLÉ ET BOUILLANT

Les tensions autour de la **militarisation de la police nationale** et de la protection civile, mais aussi autour de la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE) et de l'élargissement du Conseil National de la Transition semblent des décisions prises à la hâte et sous pression. Il en est de même du **retour de Choguel Kokalla Maiga** à la primature, des conclaves entre groupements et partis politiques dans la discrétion dénonçant les autorités de la transition et le retour des religieux sur la scène politique constituent des indicateurs d'une autre crise en gestation. Le 4 novembre dernier, plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés au monument de l'indépendance à Bamako et dans les capitales régionales pour dénoncer les propos blasphématoires d'un individu contre l'Islam. Cette démonstration de force est un message politique assez parlant, voire une mise en garde aux autorités de la transition. Une vidéo et des images étonnantes d'une rencontre des organisations religieuses à Ségou ont inondé les réseaux sociaux il y a quelques semaines. **Cette rencontre visait tout d'abord à dire non à la laïcité et à demander l'instauration d'une « République islamique » au Mali.**

À cela s'ajoute la publication bien calculée d'une vidéo enregistrée le 15 décembre 2022 qui circule depuis quelques jours sur les réseaux sociaux et dans laquelle le prédicateur musulman, figure très respectée et très écoutée au Mali, déplore la mauvaise situation du pays et invite les personnalités religieuses à « dire la vérité » aux dirigeants de la transition².

Dans la région de Tombouctou ce 26 Octobre 2022 une lettre du Cadi Houkou Houka contenant les "conditions" posées par le chef du GSIM/JNIM pour conformer l'éducation scolaire aux principes de la « charia » a été remise au gouverneur de la région avec un retentissement inédit sur réseaux sociaux.

Parmi ces conditions on peut remarquer : l'intégration de l'enseignement de la langue arabe et du coran dans le programme, la fin de la mixité dans les établissements scolaires par la séparation des filles et des garçons, le port obligatoire du voile entre autres.

Le même Cadi en lien établi avec les groupes terroristes a été, dernièrement, décoré par les autorités de la transition pour « service rendu en faveur de la paix » le 11 novembre 2022 à l'occasion de la journée des légitimités traditionnelles. En revanche, cette action jugée excessive au sein de l'opinion publique malienne **a suscité l'indignation de 37 organisations de défense des droits de l'Homme et des associations des victimes des violences à travers une Déclaration conjointe en date du 16 novembre 2022 contre la distinction de Houkou Houka Ag Alhousseiny.**

Pour ces organisations qui ont brisé le silence malgré le lourd climat de suspicion la décoration de cette personnalité par les autorités de la Transition est une manière de saper les efforts de lutte contre l'impunité et constitue un « déni des droits des victimes de la crise »³.

² https://fr.news.yahoo.com/mali-chef-haut-conseil-islamique-131322172.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAAB5yVIUPtPAJL8FmjFDaOhtBaG-eRxmrCmsop8O5RnhYaGS1P6-wlmE1wDD6T2Hkh1DG1qKdVHlouRj8CwPBnocrVY27L9Pw0Z1d0rM6YjDNEcAZoj20yTr303_dDWHJ2czU3ZVWxzidhmMan5Aie8OmcyrkERUjpuw_MwFv6W

³ <http://apanews.net/mobile/uneInterieure.php?id=4967002>

Au même moment, dans ce **contexte lourd de risques et d'incertitudes**, plusieurs pays dont la Côte d'Ivoire et l'Angleterre ont annoncé le retrait de leurs troupes du Mali dans le cadre la MINUSMA. Ce qui ne restera pas sans conséquences majeures sur la capacité opérationnelle de la mission dont l'avenir devient de plus en plus incertain.

Surtout que dans le nord du pays, certains bouleversements sont le signe de **lendemains politico-sécuritaires loin d'être rassurants pour le Mali et l'issue de la Transition de manière générale**.

REMOUS AU NORD, ENTRE MUTATIONS DJIHADISTES ET RECOMPOSITION DES FORCES

Au Mali, la violence s'est intensifiée depuis mars 2022 avec environ plus de 5000 incidents répertoriés entre janvier et décembre en plus d'un nombre de personnes tuées pour la même période qui avoisine les 2000.

Cette dynamique s'explique **par l'offensive de l'Etat Islamique au Sahel (EIGS devenu EIS en mars 2022) dans les régions de Ménaka et de Gao** depuis le retrait de la force Barkhane du Mali et l'intensification des opérations du JNIM au centre et au sud du pays.

CONCURRENCES DJIHADISTES OU NOUVELLES LUTTES D'INFLUENCE ?

La puissance de feu de l'EIS (l'Etat islamique au Sahara) devant laquelle le GATIA, le MSA-D et les FAMA ont reculé après des lourdes pertes à Aderanboukane, puis à Talataye malgré l'implication du JNIM, a été dramatique pour les populations qui espéraient une amélioration de la sécurité qui tarde à se concrétiser.

Les conséquences furent énormes et on dénombre des centaines des civils tués, les biens détruits ou pillés et des milliers des déplacés, aggravant ainsi la situation humanitaire essentiellement dans les villes de Ménaka, Kidal et Gao. **Dans ces zones de moins en moins sûres, les camps des déplacés sont régulièrement attaqués à la périphérie des villes par des hommes armés « non identifiés ».**

Il ressort même, selon certains analystes, que les derniers affrontements entre les deux groupes radicaux (EIS et JNIM) tournent en faveur du JNIM aussi bien dans la région de Ménaka que dans le Gourma selon plusieurs sources locales. **Le terrain s'embrase et une crise humanitaire des plus graves se profile** avec l'interdiction de la plupart des ONG opérant sur le terrain. De même, le JNIM maintient une forte pression dans les régions du nord (Tombouctou et Taoudéni), du centre (Mopti et Ségou), du sud (Sikasso, Koutiala, Koulikoro) et de l'Ouest (Kayes). L'attaque du camp militaire de Tessit au Mali le 7 août 2022 par l'EIS et la vidéo que le mouvement publie en guise d'allégeance au nouveau calife Abou al-Hussein al-Husseini al-Qourachi du 1^{er} décembre 2022, montrent la capacité de coordination et la puissance de feu de ce groupe.

Cette capacité se voit renforcée, aujourd'hui, avec tout l'arsenal de guerre récupéré dans les garnisons attaquées et les renforts qui arrivent du Nigéria, du Niger et du Burkina. L'EIS et le JNIM opèrent au Burkina et au Niger dans la zone des trois frontières, mais renforcent tous, en même temps, leurs positions au Mali où ils s'affrontent avec détermination pour le contrôle des espaces de l'économie criminelle qui a un bel avenir dans ces zones hors du contrôle de l'Etat.

ENTRE IMBROGLIO AU NORD ET L'ÉQUATION WAGNER

Pour les semaines, voire les mois à venir des **affrontements plus violents s'annoncent avec l'implication de plusieurs acteurs au Mali.**

Du côté de Kidal, la CMA après beaucoup d'hésitations et suite à une forte pression des populations a finalement décidé de déployer une grande opération dénommée "TARTIT" (Union en Tamachek) dans la région de Ménaka et Gao pour protéger les populations victimes de l'EIS. Cette opération est menée par des troupes venant de tous les mouvements de la CMA et de toutes les régions du Nord.

De son côté le **Général Alhadji Gamou a lancé un appel via un audio largement diffusé sur WhatsApp**, il y a quelques semaines, pour mobiliser le maximum de volontaires de sa communauté pour faire face à l'EIS. Du côté de l'APR le fossé s'élargit entre le gouvernement et les mouvements.

Les choses se précipitent depuis la suspension du dernier Comité de Suivi de l'Accord d'Alger à cause de l'absence du ministre de la réconciliation.

La CMA a adressé une lettre le 10 décembre 2022 au Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, chef de file de la médiation internationale, dans laquelle elle exige une rencontre en « terrain neutre » pour une évaluation de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, accusant le gouvernement de « manque de volonté politique » pour l'application de l'accord.

Une dizaine de jours plus tard la CMA, la Plateforme et la CMI (Coordination des Mouvements de l'Inclusivité) se rencontre dans le cadre du Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD), les 20 et 21 à Djounhane, localité située à 45 km de Kidal pour, cette fois-ci, passer à la vitesse supérieure en suspendant leur participation aux mécanismes de mise œuvre de l'APR jusqu'à la tenue de la rencontre demandée en « terrain neutre » par la CMA. Dans ce communiqué, le CSP-PSD s'engage à venir en aide à chacune de ses composantes en cas d'agression quel que soit l'auteur⁴. Autrement dit, le CSP-PSD combattra l'EIS et fera de même avec Bamako en cas de reprise des hostilités entre la CMA et les FAMA. Une autre rencontre est prévue entre le CSP-PSD et les légitimités traditionnelles pour consolider cette union.

On sait bien que **tous ces mouvements sont adossés chacun à une tribu** et certains de leurs chefs ont même la double casquette de chef de tribu. Au-delà de tout ce qui précède une autre alliance se dessine entre les mouvements signataires et le JNIM contre l'EIS, ce qui risque de marquer un tournant majeur dans les régions du Nord pour l'année 2023. Cette situation inattendue risque également **de raviver les tensions intercommunautaires, notamment entre les Touaregs et les peulhs et multipliera les actes de banditisme et autres formes de violences.**

⁴ Voir le Communiqué du CSP-PSD du 27/12/2022 <https://www.facebook.com/photo/?fbid=489724026625166&set=a.406172724980297>

QUID DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET DE L'AVENIR DE WAGNER ?

La fin officielle de l'opération Barkhane au Sahel annoncée par le président français, Emmanuel Macron, le 9 novembre 2022, interroge déjà sur l'avenir de la Force du G5 Sahel au Niger et au Burkina Faso qui en sont encore membres. Rien que **la discontinuité territoriale du G5 Sahel suite au retrait du Mali risque de donner plus d'espace aux groupes radicaux** dans la zone des trois frontières. Le climat tendu entre le Mali et le Niger rend politiquement et pratiquement impossible toute approche commune et, encore moins la coopération nécessaire dans la zone dite des « Trois frontières ». **Le Burkina se prépare en conséquence avec un recrutement massif des VDP et un très probable rapprochement avec Wagner.** Au même moment, **le Niger opte pour le renforcement de sa garde nationale à travers une composante**

nomade et l'appui de ses partenaires internationaux, notamment la France, l'Italie et l'Allemagne entre autres.

On peut s'accorder sur le fait qu'au Mali, l'option Wagner et le « tout militaire » n'ont pas donné les résultats escomptés. Au contraire, en plus de l'isolement du pays de ses partenaires traditionnels et par rapport à ses voisins immédiats, les violations graves des droits de l'homme, l'amalgame ethnico-communautaire et les massacres de populations civils rendent la situation bien plus critique qu'avant.

Avec une telle situation, tout porte à croire qu'au Mali, on se dirigerait vers une situation plus grave que celle de 2012 qui, en revanche, n'épargnera aucune partie du pays et, pire, s'étendra rapidement aux pays voisins.

MUTATIONS AU NORD : FORCES EN PRÉSENCE ET AVENIR « COMPROMIS » DE L'ACCORD DE PAIX

Le dernier coup d'Etat du 24 mai 2021 contre le Président Bah Ndao mettant fin au gouvernement du premier ministre Moctar Ouane, le retrait des forces Barkhane, Takuba, G5 Sahel et l'arrivée de Wagner au Mali ont complètement bouleversé la carte sécuritaire du Mali. Le gouvernement opte pour le réarmement des FAMA, la collaboration avec Wagner et ambitionne **prendre le lead du triangle Burkina-Mali-Guinée** en s'éloignant de ses partenaires stratégiques y compris les mouvements signataires de l'accord. Les régions de Ménaka, Gao de même que le Gourma sont aussitôt envahi par

l'EIGS appuyé par ISWAP devant lequel **les groupes armés signataires de l'APR et même le JNIM ne résistent plus.**

De plus, la création de la Wilāyah (province) de l'EI au Sahel (EIS⁵) le 23 mars 2022 en intensifiant les **massacres de masse** contre les populations touarègues de Ménaka et Gao et l'indifférence des autorités de Bamako face à cette tragédie, poussent l'ensemble des mouvements Touaregs et arabes, y compris ceux qui étaient considérés comme « pro-gouvernement » à s'unir.

⁵ <https://www.voaafrrique.com/a/mali-16-soldats-maliens-tu%C3%A9s-dans-deux-attaques-imput%C3%A9es-aux-jihadistes/6497351.html>

On pourrait même penser que **tous les mouvements sont en train de s'inscrire dans la perspective d'explorer d'autres initiatives pour se défendre face à l'insécurité grandissante au Nord.**

Le JNIM ou GSIM d'Iyad Ag Ghaly voit, aussi, en cette situation une opportunité pour fédérer autour lui les autres groupes armés contre l'EIS pendant qu'il peut encore compter sur la Katiba Macina inscrite dans un double mouvement de renforcement interne au Mali et d'expansion vers les pays côtiers. Cependant, **une bonne partie des communautés du Nord comme du centre déjà victimes ou menacées voit le JNIM en potentiel sauveur et adhèrent à sa proposition en participant à l'effort de guerre.**

Face à cette impasse politico-sécuritaire, les trois (3) grands leaders des mouvements signataires de l'Accord de Paix à savoir, Alghabass Ag Intalla, Président en exercice de la CMA, Général Alhadji Gamou du GATIA et Président du conseil supérieur des Imghad et Mossa Ag Acharoutamane, Secrétaire Général du MSA-D et Chef de la tribu Doussahak ont décidé de capitaliser sur les acquis. D'une part, il y aurait le projet de fusion sur lequel travaille la CMA depuis plus deux (2) ans et de l'autre la mise en place du Cadre Stratégique permanent (CSP) qui deviendra Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement (CSP-PSD) avec l'adhésion de la deuxième tendance de la plateforme autrefois proche des autorités de la transition.

REDISTRIBUTION INACHEVÉE DES CARTES POLITIQUES AU NORD

Il est clair que **l'adhésion de la mouvance de Hanoun Ould Ali au CSP-SPD le renforce avec l'arrivée d'un poids lourd de la communauté Lamhar de Gao.** Il faut rappeler que Hanoun Ould Ali est le principal bailleur de la plateforme. L'homme fort de Kidal Alghabass Ag Intalla, Président de la CMA prend la présidence du CSP-PSD, la défense est confiée à Hanoun Ould Ali comme 1^{er} Vice-Président, l'argent étant le nerf de la guerre. Dans le même sillage de la distribution des responsabilités et des éventuels avantages politiques, la diplomatie et les relations extérieures vont être confiées au jeune leader très influent de la région de Ménaka, Mossa Ag Acharoutamane comme 2^{ème} Vice-Président.

Les cartes sont redistribuées au Nord au moment où les nuages s'amoncellent sur l'issue du processus de la transition comme de l'application de l'Accord de Paix. Pour cette dernière qui y a véritablement intérêt ?

Face à ces recompositions et à la détérioration perceptible du contexte sécuritaire, **l'une des trouvailles du gouvernement, est de jouer pleinement la carte des légitimités traditionnelles.** Or, il est de notoriété publique que **ces chefs traditionnels majoritairement installés à Bamako sur lesquels compte le gouvernement sont, depuis longtemps, coupés de leurs bases et n'ont plus de grande influence au niveau local.** Les communautés locales sont alignées derrière les mouvements qui partagent toutes les difficultés du terrain avec elles et la plupart des chefs rebelles sont des leaders communautaires que ce soit du côté de la CMA ou de la Plateforme.

Les communautés locales sont alignées derrière les mouvements qui partagent toutes les difficultés du terrain avec elles et la plupart des chefs rebelles sont des leaders communautaires que ce soit du côté de la CMA ou de la Plateforme.

Pendant ce temps, ***l'Algérie, la MINUSMA et les autres pays et acteurs impliqués dans la médiation sont, aujourd'hui, très préoccupés*** par ce qui se profile à l'horizon. Ils semblent tous conscients de la profondeur de la crise et sont mobilisés discrètement entre Alger et

Bamako pour sauver ce qui reste de l'APR avant qu'il ne soit trop tard.

Cependant ***tout dépendra du choix que feront les autorités de la transition, à Bamako, entre l'application de l'APR ou son abandon total.***

L'ALGÉRIE VEUT-ELLE SE PROTÉGER DES EFFETS DE LA CRISE QUI COUVE ?

Lundi, 9 janvier 2023, le ministre algérien des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a effectué, en qualité d'Envoyé spécial du président de la République Algérienne, M. Abdelmadjid Tebboune, une visite de travail au Mali où il a été reçu par le président de la Transition, Assimi Goïta. La communication officielle relate qu'il lui a transmis un message du Président Tebboune. Il a également rencontré les mouvements signataires de l'APR et leur a demandé de revenir sur leur position et d'accepter une rencontre de haut niveau à Bamako sachant que le Président ***Assimi Goita est ouvert à tout sauf une rencontre hors du Mali dans le contexte actuel.*** Malgré cette visite médiatisée et dont les parties prenantes attendaient beaucoup, Lamamra est, finalement, retourné en Algérie sans trouver un compris entre ***Bamako et les mouvements signataires qui sont restés campés sur leurs positions.***

Finalement, ***les mouvements signataires se retrouvent dans une posture plus confortable que celle des autorités politiques actuelles*** et quel que soit le scénario qui l'emporterait. En cas de renégociation de la mise œuvre de l'APR, ils sont plus que jamais unis et parleront d'une seule voix et dans le pire des cas de la reprise des hostilités, le CSP-PSD fera front commun. ***Même le Général touareg Alhadji Gamou qui été autrefois le bouclier de Bamako contre la rébellion a pris ses distances avec les nouvelles autorités*** et changera probablement de position.

En revanche, le JNIM et l'EIS dont les agendas échappent à tous n'attendent que cette étincelle pour parachever ce qu'un acteur politique malien important appelle la « destruction du Mali » ou du moins sur les pas d'AQMI et du MUJAO ***entamer la désintégration de l'Etat dans les régions du Nord en 2012.***

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

AIGE	Autorité Indépendante de Gestion des Elections
APR	Accord pour la Paix et la Réconciliation
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CMA	Coordination des Mouvements de l'Azawad
CMI	Coordination des Mouvements de l'Inclusivité
CNT	Conseil National de Transition
CSA	Comité de Suivi de l'Accord
CSP-PSD	Cadre Stratégique Permanent pour la Paix, la Sécurité et le Développement
EIGS	Etat Islamique au Grand Sahara
EIS	Etat Islamique au Sahel
FAMA	Forces Armées Maliennes
GATIA	Groupe d'Auto-défense Touaregs Imghad et Alliés
GSIM	Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans
ISWAP	Islamic State West Africa Province (Province d'Afrique de l'Ouest de l'Etat islamique)
JNIM	Jamaât Nasr Al Islam wal Mouslimin
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
MSA-D	Mouvement pour le Salut de l'Azawad-Doussahak
MUJAO	Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
ONG	Organisation Non Gouvernemental
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie